



UNION DÉMOCRATIQUE DU CENTRE
Secrétariat général
Rue de la Louve 1- 1003 Lausanne
Tél. 021 806 32 90 www.udc-vaud.ch
E-mail : secretariat@udc-vaud.ch

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 09.02.2024

Prise d'otage : mettre fin à l'insécurité de l'asile immédiatement

Il est intolérable que des citoyens suisses soient victimes de leur hospitalité. La prise d'otage choquante qui s'est déroulée hier dans le train reliant Yverdon à Ste-Croix est une affaire de plus dans la longue liste de crimes, de délits et d'infractions commises par des immigrés arrivés en Suisse sous couvert de l'asile. Le Conseil d'Etat doit taper du poing sur la table du Conseil fédéral.

Une enquête pénale a été ouverte et les faits doivent encore être établis. Néanmoins, il est déjà établi que le preneur d'otage était une personne immigrée, admise en Suisse au titre de l'asile. Or, cela appelle une réponse rapide des autorités politiques cantonales et fédérales quant à leur politique d'asile. Depuis des années, l'UDC (Suisse comme Vaud) constate que la politique d'asile est constamment abusée, mais que jamais rien n'est vraiment entrepris pour mettre un terme à ces abus.

La politique en matière d'asile est une compétence fédérale, mais ce sont les cantons qui doivent l'appliquer. Il est donc grand temps que les cantons cessent d'être les complices d'une politique dangereuse, inhumaine et inefficace et qu'ils tapent enfin du poing sur la table à Berne. L'UDC Vaud attend du Conseil d'Etat qu'il agisse rapidement et efficacement auprès du Conseil fédéral pour enfin mettre un terme aux nombreux abus de l'asile.

10 ans après, l'immigration et la criminalité étrangère ont empiré

Il y a 10 ans jour pour jour, le 9 février 2014, le peuple suisse approuvait l'initiative UDC « Contre l'immigration de masse » qui prévoyait de mettre un terme à la démesure en matière d'immigration et de reprise en main de la politique d'asile. A ce moment-là, la Suisse comptait 8.1 millions d'habitants sur son territoire.

Comme chacun le sait, la volonté populaire a été méprisée. Le Conseil fédéral et le Parlement ayant alors décidé de ne pas appliquer l'initiative par crainte de l'Union européenne. Les problèmes engendrés par l'immigration n'ont pas été réglés, mais ignorés.

Aujourd'hui, le 9 février 2024, la Suisse compte plus de 9 millions d'habitants. La criminalité étrangère et la criminalité transfrontalière sont des problèmes quotidiens des forces de l'ordre. En 10 ans, la situation a dramatiquement empiré dans notre pays. Le hasard veut que la prise d'otage violente dans l'Yverdon-Ste-Croix ait lieu précisément maintenant. Elle souligne donc d'autant plus l'échec total de la politique migratoire et d'asile voulu par tous les autres partis.

L'UDC interviendra au Grand Conseil et au Conseil national

Le président du groupe des députés UDC, Cédric Weissert, interviendra au nom du groupe UDC lors de la prochaine session du Grand Conseil et le conseiller national Yvan Pahud déposera une interpellation à Berne pour connaître le statut du requérant auteur de la prise d'otage. Notre population est en droit de connaître le profil de personnes que nous accueillons et leur dangerosité pour notre population.

UDC du canton de Vaud

Kevin Grangier, président du parti, 079 432 37 64

Yvan Pahud, conseiller national, 079 320 77 61

Cédric Weissert, député, président du groupe parlementaire, 076 378 69 89

Floriane Gonet, secrétaire générale, 078 661 36 72